

## Enquête sur les filières de la GPA

**Plusieurs centaines de Français, des "fantômes de la République", sont nés à l'étranger via une gestation pour autrui. Le scandale Gammy en Australie relance la guerre entre les pro et les anti.**

Des Français sont-ils actuellement bloqués en Thaïlande? Probable. Dans le pays, toutes les procédures de gestation pour autrui (GPA) sont en attente, depuis qu'une loi, en préparation, prévoit d'interdire les GPA à dimension commerciale. Après le scandale de Gammy, ce bébé atteint de trisomie abandonné par un couple australien qui avait emmené sa jumelle, bien portante, en Australie, la Thaïlande est secouée par une nouvelle affaire. Un Japonais de 24 ans est soupçonné d'avoir monté une "usine à bébés" contre des sommes allant de 7.000 à 9.400 € pour les mères porteuses. Alors qu'en France La Manif pour tous appelle à une manifestation le 5 octobre pour exiger le retrait de la circulaire Taubira de janvier 2013 visant à faciliter l'obtention de la nationalité française pour les enfants nés de mères porteuses à l'étranger, le JDD a enquêté sur les filières qui permettent aux "petits fantômes de la République" de voir le jour.

### Combien d'enfants nés de GPA?

"Le meilleur moyen de passer sous silence un phénomène, c'est de ne pas chercher à le mesurer", peste le professeur de gynécologie Israël Nisand. Pour ce spécialiste de l'infertilité confronté au désespoir de patientes "sans utérus ou atteintes de graves problèmes médicaux", "le nombre de bébés nés de mères porteuses va forcément augmenter. Violer la loi est secondaire pour ces femmes qui se sentent, sans enfants, comme des mortes vivantes".

Au niveau mondial, selon une étude de 2012 du bureau de la Conférence de La Haye sur la protection des enfants, "ce marché a explosé au cours des dix dernières années", à cause "des progrès scientifiques dans la fécondation in vitro", qui permettent aux couples demandeurs de faire porter leur "enfant génétique" par la mère porteuse, d'une demande issue de couples homosexuels masculins et de la baisse du nombre d'enfants à adopter. Dans le même temps, un nombre croissant de pays autorisent la GPA, la considérant comme une des formes de l'assistance médicale à la procréation (AMP). Aux États-Unis, 1.700 bébés voient le jour chaque année grâce à des mères porteuses, dont la moitié issus de couples étrangers. En France, un rapport présenté l'an passé au Parlement européen estime à 200 le nombre de naissances à l'étranger en 2011 (120 en 2007).

### Y a-t-il des naissances clandestines en France?

"Il y a toujours eu des personnes généreuses pour en aider d'autres. J'en ai accouché plusieurs", observe l'obstétricien Israël Nisand. Avant l'interdiction formelle de la GPA en 1994, de petits arrangements entre adultes consentants permettaient à des femmes stériles de devenir mères. "Quand une femme se présente pour accoucher, on ne scrute pas sa carte d'identité", constate un médecin. Sur Internet, on a vu des femmes proposer de porter

clandestinement un enfant pour 15.000 € en liquide, mais la pratique semble rarissime. "J'ai vu arriver en salle d'accouchement une patronne portant le bébé de son employée. Une FIV avait été faite à l'étranger. L'employée était tellement enceinte psychiquement qu'elle a eu une montée de lait", témoigne Israël Nisand.

### **Quels avantages offre la Californie?**

Taux de succès des FIV élevé, contrats ficelés par des avocats, reconnaissance anticipée de l'enfant à six mois de grossesse, passeports américains pour les enfants... Pour les couples français à la recherche d'une gestatrice, certains États américains – à commencer par la Californie – constituent une terre d'asile procréatif à condition de pouvoir déboursier entre 75.000 et 100.000 €. "Tout est parfaitement sécurisé et fait avec éthique", martèle le responsable d'une association qui bataille pour la légalisation de la GPA en France. Le docteur Lori Arnold la pratique depuis vingt ans dans sa clinique de San Diego : "Vu d'ici, il ne s'agit pas d'une exploitation des ventres féminins. Les mères porteuses, en général venant de la petite classe moyenne, choisissent d'aider d'autres femmes. Bien sûr, elles sont défrayées." Pour elle, la tragédie de Gammy n'aurait jamais pu se dérouler en Californie car des tests de dépistage chromosomique sont pratiqués au moment de la FIV ou dans les jours suivants, permettant une IVG précoce. Tous les connaisseurs du dossier reconnaissent pourtant que, parmi les centaines d'agences, intermédiaires entre futurs parents, gestatrices, avocats et cliniques, certaines sont peu scrupuleuses. "La maternité de substitution est en train de devenir un business. Il est urgent de la réglementer, de faire le tri entre les intermédiaires compétents et les véreux, comme cela existe pour l'adoption", poursuit le docteur Arnold.

### **Quels risques dans les pays low cost?**

"On a vu beaucoup de reportages télévisés sur l'Inde où les mères porteuses sont regroupées et recluses avant l'accouchement, mais les Français y vont très peu, en particulier parce que les mères porteuses ne rencontrent pas les parents. Personne ne veut ignorer dans quelles conditions grandit son bébé. Sans oublier qu'il est difficile de faire sortir les enfants du pays", nuance un responsable d'association.

Avant la guerre qui ravage sa partie orientale, la principale destination low cost pour les Français était l'Ukraine, où cinq grandes agences se partagent le marché moyennant environ 30.000 € la gestation. Sans compter les mères porteuses qui proposent, sur Internet, leurs services pour moitié moins cher. "Les Français prennent d'énormes risques car contrairement à d'autres pays d'Europe, le nôtre ne tolère pas le fait accompli de la naissance. Les bébés, apatrides, peuvent rester bloqués des semaines dans le pays avant d'obtenir un laissez-passer du consulat", avertit le même responsable associatif. Oksana, qui travaille pour une clinique à Kiev, assure que la GPA n'est pas "moins éthique" dans son pays qu'aux États-Unis : "On nous fait une mauvaise réputation alors qu'on répète aux couples français que c'est illégal chez eux et qu'ils vont avoir des problèmes au retour, contrairement aux Belges par exemple."

Opposée à la GPA avant le début de son travail et persuadée de découvrir beaucoup d'abus en se rendant en Ukraine, la doctorante en ethnologie Delphine Lance a rencontré sur le terrain des mères porteuses tout à fait au clair avec leur décision de porter un enfant. Dans une interview accordée au site Implications philosophiques, sa position, au retour d'Ukraine, apparaît nuancée : "On ne peut pas leur refuser quelque chose au prétexte qu'elles sont pauvres. Ou alors il faut agir sur la pauvreté." Une constatation qui fait écho avec le propos de la sociologue Irène Théry, qui constatait dans un récent rapport : "L'expérience des autres

pays [...] n'est pas connue en France dans sa réalité concrète. Les passions sont à la mesure du manque de connaissances."

**Anne-Laure Barret - Le Journal du Dimanche**